

Conférence de presse du Président du Conseil de sécurité pour le mois de novembre, l'Ambassadeur Matthew Rycroft, du Royaume-Uni

- CONSEIL DE SÉCURITÉ

CONFÉRENCES DE PRESSE

Le Président du Conseil pour le mois de novembre, l'Ambassadeur Matthew Rycroft, du Royaume-Uni, a présenté, cet après-midi à la presse, le programme de travail mensuel de cet organe, qui sera notamment marqué par une réunion sur la Somalie au niveau ministériel, lundi 9 novembre.

Présidée par le Secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, M. Philip Hammond, cette réunion, à laquelle participera également le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, entendra un exposé du Représentant spécial pour la Somalie, M. Nicholas Kaye, ainsi que des déclarations du Premier Ministre somalien, M. Omar Abdirashid Ali Shermarke, et d'un représentant de l'Union africaine.

À cette occasion, un projet de résolution visant à « renforcer » la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) sera mis aux voix, a précisé M. Rycroft.

Le Secrétaire général de l'ONU participera à deux autres reprises aux travaux du Conseil au cours de ce mois. Tout d'abord, lors d'un débat thématique le 17 novembre, présidé cette fois-ci par la Secrétaire d'État britannique au développement international, Mme Justine Greening, et qui portera sur les liens entre sécurité, développement et causes profondes des conflits. Ensuite, le 20 novembre, a ajouté l'Ambassadeur Rycroft, M. Ban présentera aux 15 membres du Conseil de sécurité son rapport sur les activités des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

La contribution des effectifs de police au sein de ces mêmes opérations fera l'objet d'une réunion spécifique le 13 novembre, en présence du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Hervé Ladsous, ainsi que des chefs de la police des Missions des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), en République démocratique du Congo (MONUSCO) et au Libéria (MINUL).

Se félicitant des efforts en cours à Vienne visant à « surmonter les divergences de vues » sur la crise en Syrie, M. Rycroft a assuré que le Conseil de sécurité continuerait d'appuyer les efforts que déploie l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, en vue de revitaliser le processus politique dans le pays. Il a ensuite confirmé qu'un projet de résolution visant à interdire au régime de Bachar Al-Assad le recours aux « barils d'explosifs » avait été soumis aux membres du Conseil par les coauteurs du texte, à savoir le Royaume-Uni, la France et l'Espagne. Des consultations sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie et un exposé sur la situation humanitaire dans le pays sont également prévus les 10 et 16 novembre, respectivement.

Tandis que le conflit israélo-palestinien sera évoqué dans le cadre de l'exposé mensuel sur le Moyen-Orient prévu le 19 novembre, le Conseil de sécurité réfléchira aux moyens de ramener les parties, aujourd'hui confrontées à la recrudescence de la violence, sur la voie du processus de paix, a indiqué par ailleurs le Président.

Interrogé sur la pertinence de la proposition de déployer une présence internationale pour protéger les Palestiniens autour de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, l'Ambassadeur Rycroft a estimé qu'il était nécessaire, au préalable, de rallier les membres du Conseil à un consensus sur une telle question afin d'envisager les moyens d'« aller de l'avant ». Préparé par la France, le projet de déclaration présidentielle qui demanderait au Secrétaire général de réfléchir aux moyens de fournir une telle protection est « pour le moment en attente ».

Plusieurs projets de résolution visant à apaiser les tensions et à relancer le processus de paix entre Israël et la Palestine sont actuellement à l'étude, dont celui de la Nouvelle-Zélande, a relevé le Président, en prévenant cependant qu'il était peu probable qu'il puisse être mis aux voix avant la fin du mois de novembre.

Concernant toujours le Moyen-Orient, le Conseil de sécurité examinera la situation en Iraq le 11 novembre. Parmi les autres temps forts de son programme mensuel figure aussi une réunion sur la Libye le 5 novembre, au cours de laquelle le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, M. Bernardino León, détaillera aux membres du Conseil les efforts entrepris pour faciliter la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale dans ce pays.

En outre, le 10 novembre, 20 ans après la signature des Accords de paix de Dayton, le débat sur la situation en Bosnie-Herzégovine sera l'occasion pour le Conseil de réfléchir aux moyens de faire face aux défis qui continuent de se poser pour ce pays sur la voie de son intégration à l'Union européenne, a indiqué le Président du Conseil de sécurité. Un projet de résolution visant la prorogation du mandat de la Force multinationale de stabilisation de l'Union européenne dans ce pays (EUFOR ALTHEA) sera mis aux voix lors de cette séance.

Enfin, M. Rycroft a assuré que les méthodes de travail du Conseil pendant ce mois de novembre seraient placées sous les signes de la « transparence » et de l'« interactivité » et « orientées vers l'action ». Il s'est ainsi engagé à venir s'adresser aux médias à l'issue des consultations à huis clos, en soulignant toutefois que la plupart des réunions seraient « publiques » et fondées sur un « dialogue sincère ».

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.